



LÉONARD DE VINCI; La Vierge, l'Enfant Jésus et Sainte Anne. (Paris - Musée National du Louvre)

MOUVEMENT EUROPEEN

PRESIDENTS D'HONNEUR

Dr. Konrad ADENAUER, M. Léon BLUM (1948-1950), Sir Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE-Kalergi, MM. Alcide de GASPERI (1948-1954), Robert SCHUMANN, Paul Henri SPAAK.

Président. M. Maurice Faure.

Vice-Président. sir. Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert van SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: délégués des organisations internationales et nationales adhérentes.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Prident: M. Maurice FAURE.

Vice-Président: sir. Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

Membres: M.A. ALERS, Baron BOEL, MM. Georges BOHY, Alfred BOREL, René COURTIN, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Lord GLADWYN, MM. John MYND, F. JOCKIN, E. MAJONICA, René MAYER, J.H.C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP. André VOISIN et Terje WOLD.

Secrétaire Général: Robert van SCHENDEL

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: M. Georges BOHY.

I. Organisations membres du Mouvement Européen.

A. Internationales:

Associations Européenne des Enseignants	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste	
Président du Comité Fédéral	Henri BRUGMANS
Président du Comité Executif	André VOISIN
Conseil des Communes d'Europe	Henry CRAVATTE
Conseil Parlementaire du Mouvement Européen	Georges BOHY
Ligue Européenne de Coopération Economique	Baron BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Une	René DREZE
Mouvement Gauche Européenne	André PHILIP
Nouvelles Equipes Internationales	Théo LEFEVRE
Union des Résistants pour une Europe Unie	Jean KREHER

B. Nationales:

Conseil allemand, autrichien, belge, britannique, danois, françois, grec, irlandais, italien, luxembourgeois, néerlandais, norvégien, suédois, suisse, turc; comitée albanais, bulgare, hongrois, polonais, roumain, tcaéque et des pays baltes.

II. Organisations associées au Mouvement Européen.

Organisations euopéenne de la C.I.S.L.

Bureau Syndical Européen - C.I.S.L.

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	Denis de ROUGEMONT, Directeur
Collège d'Europe (Bruges)	Etienne de la VALLEE POUSSIN
Commission de l'Europe Centrale et Orientale	Henri BRUGMANS, Recteur

SECRETARIAT GENERAL INTERNATIONAL

Bruxelles, 4, avenue d'Auderghem,, 57 1 - tél. 35.01.94

LE COLLÈGE ATLANTIQUE

“CASA GIOIOSA”

J'ai sous les yeux une photo qui ne peut manquer d'enchanter les éducateurs un peu poètes: on y voit deux jeunes gens nettement 1963 (pull overs et chemises à col ouvert) assis au faite du mur d'un vieil édifice qui domine un paysage d'autres vieux édifices à créneaux et fenêtres ogivales. Nos deux jeunes contemporains sont absorbés dans la lecture de deux livres certainement du genre sérieux (on devine aussitôt à l'air plus ou moins grave et concentré des jeunes s'ils sont en train de lire des bagatelles ou des ouvrages dignes de considération). Et bien qu'ils tournent le dos aux vestiges historiques, nos deux lecteurs n'en ont pas moins choisi cet endroit suggestif pour bouquiner leurs manuels scolaires.

Notre génération — je parle de celle des parents — a de ces souvenirs de lectures que le cadre rendait plus légères, bords de rivières ou épais ombrage bruisants de murmures. Mais, en l'absence de distractions plus palpitantes, nous n'avions pas grand mérite à raffiner sur l'unique plaisir qu'on nous laissait la liberté de prendre à discrétion. Ces deux jeunes 1963, qui sont venus *lire en flânant*, n'en paraissent que plus anachroniques: mais quelle impression erronée. Il s'agit en effet de deux élèves du Collège Atlantique: une combinaison de méthodes d'éducation britannique et de tentatives innovatrices, tradition et révolution, un cocktail qui me séduirait à coup sûr si j'avais encore l'âge d'aller au collège.

Hélas, je suis à l'âge où ces choses ne me concernent plus directement et où il ne me reste que la ressource d'en parler, comme tous les adultes, ce dont nous ne nous privons guère. Néanmoins quelque chose a déjà été fait, en matière de nouveau-

Une belle idée européenne qui remonte au moyen âge et à la Renaissance, où elles furent conçues pour la première fois par les écrivains et des philosophes comme Rabelais, Leon Battista Alberti, Vittorino da Feltre etc.... celle des Maisons d'éducation où l'on forme des "hommes parfaits", en cultivant tous les dons du corps et de l'esprit, vient d'être mise en acte par le Collège Atlantique de Saint-Donat avec les innovations que notre temps impose. Il ne s'agit pas d'une éducation de masse, mais de la formation d'une élite relativement restreinte, d'une éducation de "groupe". Il est à souhaiter, que de telles initiatives se multiplient dans le monde libre.

tés. Bien que les écoles n'aient pas changé en Europe, depuis une cinquantaine d'années, puisque mon fils a appris les mêmes choses que moi et dans les mêmes conditions, les unes et les autres étant à peu près dans l'état où mes parents les avaient connues, nous savons qu'on a créé des écoles européennes, des collèges européens et qu'on parle d'université européenne (au singulier). Mais écoles et collèges européens ont, il faut bien le dire, un caractère d'empirisme, d'improvisation qui leur enlève

beaucoup de prestige dans un domaine où celui-ci joue un grand rôle. On a un peu l'impression que ces nouveaux établissements ont été institués pour former en hâte des « européens » garantis, capables de se débrouiller dans quelques langues-clés de notre continent et dépouillés de certains préjugés provinciaux au noms desquels nos pères étaient capables de partir en guerre.

Ce Collège Atlantique au sujet duquel je ne ferai pas davantage souffrir la curiosité du mon lecteur éventuel vient d'être fondé par le Dr. Kurt Hahn ancien directeur des études de Gordons-toun, et l'Air Marshall Sir Lawrence Darvall. Il est installé au Château de Saint-Donat, perché sur la côte sauvage du Pays de Galles du sud, et domine l'un des plus beaux paysages de la baie de Bristol.

En lisant ces informations qui me sont fournies par les « Nouvelles que l'OTAN », je pense avec envie à ces heureux garçons 1963 qui iront étudier là sans penser sans doute le moins du monde aux héros de Walter Scott!

Ce Collège qui a un caractère fondamentalement international diffère de toutes les autres institutions du même genre en ce sens qu'il ne comporte que des classes préparatoire à l'Université. Une gageure, si l'on veut, quand on pense que nos universités européennes, en dépit des « équivalences » sont encore difficilement accessibles aux étudiants venus d'un autre pays et qui ont étudié dans une autre langue. Au Collège de Saint-Donat la langue officielle est l'anglais et le programme d'étude correspond au niveau demandé pour l'entrée dans une université britannique, mais il comprend des matières supplémentaires pour les jeunes étrangers suivant les exigences des autorités uni-

versitaires de leur propre pays.

Mais aux forts, aux vertueux, tout est facile et quand on pense aux conditions dans lesquelles étudient tant de grands hommes du passé, transis de froid par les petits matins aux chandelles, munis de rares livres, avec un matériel scolaire à peu près inexistant, ces difficultés paraissent aisément surmontables à une époque où l'on a pu installer, au Collège de Saint-Donat un « laboratoire de langues » pourvu de tout l'équipement que les plus récents progrès ont permis de prévoir pour une étude accélérée des langues.

Je disais plus haut que le Collège joint à l'innovation qui consiste à réunir des garçons de tous les pays, parlant diverses langues et déjà formés par leurs traditions nationales, les méthodes traditionnelles de l'éducation britannique ou, plus exactement, des « Outward-Bound Schools ». Ces écoles n'ont été créées en réalité que récemment (plus précisément il y a une vingtaine d'années) pour former les jeunes gens à la pratique des sports, mais nul n'ignore que les Anglais ont toujours réservé une place importante à l'éducation physique parce qu'ils estiment à juste titre qu'elle donne d'excellents résultats pour la formation du caractère. Au Collège de Saint-Donat, par exemple, les leçons de navigation sont obligatoires, et tous les matins les élèves vont à la piscine.

Saint-Donat, un bien beau nom de saveur moyenâgeuse, mais peut-être serait-il plus juste d'appeler ce Collège la *Casa Gioiosa*, la Maison Joyeuse de Vittorino de Feltré qui imagina sous la Renaissance, à l'exemple de Rabelais, de Leon Battista Alberti et de tant d'autres grands esprits de l'époque, de faire vivre les jeunes gens destinés à devenir

A tous ses lecteurs,

A tous les européens

le **Bulletin Européen**

souhaite des joyeuses fêtes de Noël

et une heureuse Année 1963 !

Puisse l'ANNÉE NOUVELLE

apporter à l'Europe la

PAIX ET LA PROSPÉRITÉ

de parfaits « chevaliers », en plein air où ils devaient pratiquer quotidiennement toutes sortes d'exercices de gymnastique. Mais l'éducation de la *Casa Gioiosa* n'en négligeait pas pour autant l'étude des humanités, et voulait former à la fois le corps, l'esprit et le cœur, l'homme tout entier. Une éducation intégrale, comme celle de Gargantua qui, après avoir étudié, s'en va se promener dans les prés et « joue à la balle, à la paume, à la pile trigone, galamment s'exerçant le corps, comme il avait l'âme auparavant exercée ».

Nous avons en Europe quantité de vieux châteaux dont leurs propriétaires ne savent que faire: trop coûteux pour l'entretien, trop grands pour la vie des familles modernes; d'autre part, ces vieilles demeures ne sont ni assez confortables, ni assez ra-

tionnellement conçues pour que l'on puisse aisément les transformer en cliniques ou en maisons de santé. Pourquoi ne pas en faire autant de *Casa Gioiose*? Les jeunes auraient tout à gagner à vivre un peu moins confortablement qu'ils n'en ont l'habitude dans les appartements des villes, et un peu plus sainement, au contact de la nature, avec des parcs et des champs pour y prendre leurs ébats. Les Etats-Unis et l'Allemagne, dit-on, auraient l'intention de fonder des pensionnats internationaux analogues à Saint-Donat. Qu'attendent la France et l'Italie pour mettre enfin en pratique les conseils que quelques uns de leurs grands esprits ont été les premiers à prodiguer à une Europe qui n'était pas alors en mesure de les suivre



ENGLISH SUPPLEMENT OF THE REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

TO COUNT OR NOT TO COUNT

The eminent Polish economist, Włodzimierz Brus, recently gave a lecture at Warsaw University in which he argued that so-called « non-productive consumer services » ought to be counted as part of national income. The excerpts that follow are taken from the printed version of the lecture in *Zycie Gospodarcze* (Economic Life), Warsaw, June 3, 1962.

In the United States the part taken by this branch of services (i.e., excluding state administration, finance, trade, etc.) rose from about 7.4 percent of the total number employed outside of agriculture in 1919 to 12.1 percent in 1957; since employment in agriculture has fallen sharply, this means actually a three-fold increase since 1919.

In the Soviet Union the part taken by employment in non-productive areas in 1939 amounted to 10.1 percent of total employment. According to the national census of 1959, the ratio rose to 14.5 percent, almost entirely as a result of increased employment in science, education and health services...

The program of the CPSU for the period 1960-1980 anticipates a large increase of social effort in non-productive areas. The Soviet plans anticipate a real leap forward in this area: to 19 or 20 percent of total employment in 1965, and to one-third of total employment by 1980.

In these circumstances it is simply impossible not to ask oneself whether it is right that this important and ever-increasing part of social effort should remain outside the calculations—such as national income — that are intended to show the results of social activities.

If we ignore the effect of activities in the sphere of services, we actually express a belief that production employees spend a part of



The office of the trade unions.

Trud (Sofia)

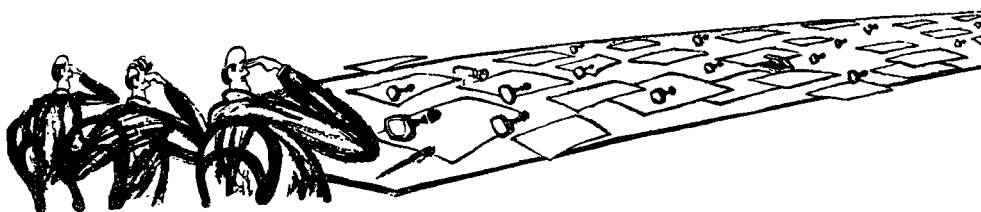
their income for services and get nothing in exchange (if we calculate according to the national income statistics). If a miner buys food, clothing or shoes—even alcohol—with his wages, we say that he exchanged his part of the national income from coal production for another part of the national income in the form of bread, shoes or vodka. But if the same miner buys a theater ticket or a book, if he goes to school or visits a doctor, then—according to the belief which ignores the value of services—one would have to say that he gives a part of the national income to a non-productive group and gets nothing in return...

There appears to be no basis for that point of view... If the part played by services in the national economy remained unchanged, we might console ourselves that even

though the figures for the portion of the national income devoted to consumption did not include all consumption, nevertheless, by comparing the figures for consecutive periods, we received a correct estimate of the rate of increase. But since the relative importance of services changes, we have not even this consolation: by ignoring the output of services, we distort both the absolute quantity of consumption as well as the rate at which it changes...

Many factors are responsible for the fact that we have become accustomed to equating the Marxist attitude with the exclusion of services from the national income. Although many outstanding Marxists have often expressed their view that services should be excluded, I do not take my views to be in disagreement with Marxism. It is a fact, however,

(continued on page 4)



ALBANIA THE PRICE OF DEFIANCE

An estimate published by the Albanian State Planning Commission at the end of 1959 showed that about 25 percent of the country's gross industrial production came from machinery and equipment supplied by the Soviet Union. Another 15 percent came from capital equipment supplied by other communist countries. The USSR alone supplied 90 percent of the equipment for Albania's oil and transportation industries, 65 percent of its agricultural machinery and 82 percent of its tractors. A large number of Soviet and East European technical experts were assigned to Albania at that time, and thousands of Albanian students were studying in the USSR and in other communist countries.

All of this aid stopped in 1961 as a result of Tirana's break with Moscow. The USSR even broke off normal trade relations with Albania. The East European satellite countries also discontinued their economic and technical assistance, although they have maintained trade relations. What has been the effect of this on the Albanian economy?

CHINESE HELP

The effect would have been catastrophic but for the assistance extended by communist China. As early as 1960 the Chinese were shipping Canadian wheat to Albania. In April 1961 Peking granted Albania a credit of 123 million dollars to pay for industrial equipment needed for its Third Five Year Plan. This was a sum equivalent to what the Albanians might have expected to receive from the Soviet bloc if relations had been maintained. In

December 1961 the two countries signed a shipping agreement intended « to strengthen economic cooperation and to develop shipping ». In January 1962 an Albanian delegation in Peking signed agreements on economic, scientific and technical cooperation with the Chinese. Other agreements in the fields of trade, science and culture have followed.

Albania's total foreign trade this year is expected to be 13 percent higher than in 1961. Over 90 percent of it will be with communist countries. On paper, at least, China has replaced the Soviet Union as Albania's chief trade partner: it is expected to supply about 59 percent of Albania's imports, compared to 28 percent in 1961 and only 2.3 percent in 1958. Czechoslovakia and Poland are also increasing their trade with Albania, apparently because of their interest in the country's minerals. According to Albania's Minister of Trade, Kico Ngjela, trade with Czechoslovakia will be 32 percent higher this year and with Poland 33 percent higher. The relative share of Czechoslovakia in Albania's trade will be 17.4 percent as compared to 15 percent last year.* Czechoslovakia is thought to be the only East European country which still maintains specialists in Albania; they are engaged in expanding the port facilities of Durres.

The actual value of the Chinese aid received so far is difficult to appraise. It includes shipments of rails for the 36-kilometer Vore-Milot railroad, one of the more important projects of the current Five Year Plan, and tractors for Albanian farms.

Since the middle of 1961 the Chinese have sent about 800 tractors, and 4,500 more are to come; this is expected to bring the total number of tractors in Albania to about 10,000 by 1965. Minister of Industry Xhafer Spahiu, in an interview with Zeri i Popullit on July 6, said that « preparatory work was in progress for a number of projects to be constructed with the help of the People's Republic of China ». These included a textile factory, a factory for fiber tiles, cement and paper factories, a plant for tractor parts, a plant for metallic products, a glass factory and a steel mill.

A quaint article appeared in Zeri i Popullit on July 11 about a primitive match enterprise in the city of Elbasan. It said that the Ministry of Industry had taken measures to replace the enterprise with a modern match factory, with the help of « our friends, our dear brothers, the Chinese comrades, who are working tirelessly to improve the quality of the matches ». Another instance of comradely help: on September 13 the Tirana radio reported that China had delivered a two-channel television transmitter to the experimental TV station in the capital.

DOING IT THEMSELVES

The question remains whether China, faced with a collapse of its own plans for industrialization, will be able to deliver all the materials required for the ambitious Albanian plans. Premier Mehmet Shehu told the fourth congress of the Albanian communist party in February 1961 that over 400 industrial, social, cul-

tural and other projects would be built during the Third Five Year Plan. In March 1962 the East German party journal *Einheit* carried a disparaging article about this Albanian plan. The author charged that, while many of the industrial projects were supposed to be built with aid from various Soviet-bloc countries this aid had not been negotiated with the countries involved. If the Albanian planners were as unrealistic as this implies, it seems doubtful that the Chinese will be able to save them.

The Albanian press has already furnished evidence that the Hoxha regime is struggling desperately to overcome economic and technical difficulties which « have been caused by the anti-Marxist activities of the modern revisionists » — i.e., Khrushchev & Co. Articles dealing with the construction of new factories emphasize that they are being equipped with machinery made in Albania. Thus *Zeri i Popullit* reported on April 17 that a collective mechanical enterprise had built the first diesel engine in the country's history, and on June 7 that a plant in Durres had produced the first Albanian harvester. The new cement factory in Tirana, the new flour mill in Shkoder, and the new textile factory in Korce are reportedly being equipped with machinery made in Albania. A report on progress at the latter enterprise, which appeared in *Zeri i Popullit* on July 8, shows some of the difficulties involved. During the construction of the Korce textile plant's steam chamber one of the first tasks was to redraft the blueprints for the installation, because the required parts were not available. The problem was successfully solved « through the militant spirit of the workers ». On the same project, it was necessary to cannibalize some old machines taken from the reconstructed sugar plant in Maliq.

One of the most serious problems seems to be a lack of spare parts, as shown by a current campaign to induce the workers to produce more and better spare parts in order to reduce imports. The party theoretical journal, *Rruga e Partise*, claimed in June that the « people's consultation campaign » had been a « total success » this year; it had brought more than 10,500 proposals, of which 5,100 were approved in

principle. The journal said that « this great patriotic initiative on the part of the vanguard workers showed great resoluteness in overcoming the important technical and economic difficulties facing the country. This initiative will contribute greatly to the country's economy by making it less dependent on imports ».

The lack of spare parts was also discussed by *Zeri i Popullit* on April 20. The article pointed out that in 1960 the machine industry had been able to produce 40 percent of the country's required spare parts, or eight times more than in 1955. In 1965 the industry was expected to cover 50 percent of the country's needs. There was no indication as to where the rest were to come from.

TOURISTS WITH PENCILS

On balance, it seems unlikely that Enver Hoxha's regime can withstand Khrushchev's economic blockade indefinitely, even with Chinese assistance, unless it also turns to the West. Less than 10 percent of

the country's trade, according to Minister of Trade Kico Ngjela, is with the non-communist world. Most of this is with non-aligned countries (except Yugoslavia), mainly in Africa. Trade with neighboring Italy is expected to amount to eight million dollars this year, an increase of 50 percent over last year. There have been reports that Tirana was trying to establish links with other Western countries, but nothing has materialized yet.

In their quest for hard currency the Albanians have been trying to attract tourists, with the ironical result that Western newspapermen have been able to enter the country for the first time in many years. One party of journalists were recently told by the deputy ministers of Industry and Trade that they were interested in establishing trade agreements with large German firms; in return for German steel products Albania would export minerals and other raw materials. Whatever the possibilities in this direction, the newspapermen seemed to feel unambiguously that Albania was not a land for people who want to have fun.



The worker is thinking to himself "I wonder what's in it for me?"
Scântea (Bucharest)

KALEIDOSCOPE



To improve the work of the workers' council - a machine which will be able to draw up and automatically approve their resolutions.

Szpilki (Warsaw)

POLAND

Loans — In 1947, Poland received a gold loan of \$ 27.8 million (repayable within ten years, beginning in 1950) to cover its trade deficits. In 1948, the Soviets granted an investment loan to speed fulfillment of the Polish Six Year Plan (1950-55). This loan, destined for the purchase of Soviet industrial equipment, was for 1,800 million rubles (\$ 450 million), and constituted the largest single credit ever granted by the USSR to a communist country. (The loan was repayable beginning five years after the completion of the enterprises built with Soviet help; interest was set at three percent per annum).

In 1950, the Poles received a long-term investment loan of 400 million rubles for the purchase of Soviet industrial equipment. This brought the total of Soviet development aid during the Six Year Plan up to 2,200 million rubles (\$ 550 million).

In 1956, following the Poznan riots and the upheaval of October,

further loans were forthcoming: in September, Warsaw received a 100 million ruble (\$ 25 million commodity credit, half of which was in gold, and half in raw material deliveries and in November the Russians issued a 700 million ruble loan (\$ 175 million) for the purchase of Soviet goods and raw materials in the two following years. (The loan was to be repaid during 1963-65). The USSR also agreed to deliver to Poland 1,400,000 tons of grain valued at 400 million rubles (\$ 100 million).

It was disclosed today that the African students who attend the courses of a school expressly built by the Polish government at Lodz, refused to attend their classes in protest against the teaching of marxism-leninism by party agitators. The lessons in questions were given in French and English. The school is attended by 30 students from the former French territories in Africa. In the same school there are also 170 Chinese and Cuban students.

BULGARIA

In view of the 8th congress of the Bulgarian Communist party, held in November, the Sofia daily «Rabotničko Delo» recently published a project for a new party charter. Among other things the newspaper stamped as an important innovation, compared to the old charter, the fact that party members obtain the right «to express themselves freely and advance proposals» at the party meetings. Incredible but true.

Technical Assistance — Like all the other satellites, Poland also received the assistance of Soviet experts, and the delivery of Soviet industrial blueprints, patents and technical drawings issued free of charge. Radio Warsaw, November 8, 1961, declared that in the 16 years since the war Poland had received from the USSR more than 4,500 complete sets of blueprints for various kinds of industrial establishments.

TO COUNT OR NOT
TO COUNT

(continued from page 1)

that the official point of view as reflected in the methods of calculation treats the inclusion of the value of services as the touchstone differentiating the Marxist theory of national income from the bourgeois one... A closer analysis of Marx's views seems to show, however, that the problem is much more complex and that at most one can speak of a variation of interpretation—not, in my opinion, with much foundation...

Certain outstanding specialists believe that the difficulties [of calculation] are so great as to render it impossible in practice. They are skeptical as to the inclusion of services in the national income not for theoretical but for technical reasons... It seems to me, however, that an extremely skeptical view as to the possibility of a close and sufficiently supported estimate of «pure production of services» is exaggerated... There is no reason to believe that our statistical and economic cadres, who have coped with many things, would not be able to cope with that.

*Un événement économique de grande importance pour l'Europe
des Six et pour toutes les nations du monde libre...*

LE TRADE EXPANSION ACT

sanctionne l'alliance économique des U.S.A. et des "Six"

En septembre dernier le Congrès des Etats-Unis a approuvé la loi connue sous le nom de « Trade Expansion Act » qui attribue au Président de la Confédération, pour cinq ans, la faculté de négocier de vastes réductions des tarifs douaniers; il s'agit donc d'un autre progrès sur la voie de la libéralisation des échanges dans le monde libre.

Le Président Kennedy qui a signé la loi le 11 octobre dernier a annoncé que les Etats-Unis ont l'intention de réaliser ce programme en collaboration avec les Nations de la Communauté Européenne dans l'intérêt de toutes les Nations libres.

L'Alliance Atlantique devient ainsi en outre un *partnership* ce qui ne manquera pas d'intensifier la coopération dans tous les domaines.

* * *

Cette nouvelle législation permettra d'abaisser les barrières douanières non seulement entre les U.S.A. et la C.E.E., mais aussi dans l'ensemble du commerce mondial. Elle donne notamment au président des Etats-Unis la possibilité de négocier une réduction de 50% des droits de douane sur tous les produits et de procéder à une négociation particulière avec la C.E.E., éventuellement élargie à la Grande-Bretagne, en vue de l'élimination totale des droits sur les produits « dominants » — c'est-à-dire ceux pour lesquels les exportations des Etats-Unis et du Marché commun représentent plus de 80% du commerce du monde libre.

La loi permet aussi au président de négocier avec la communauté européenne l'élimination des droits sur les produits tropi-

**Les Etats-Unis et le Marché
Commun représentent ensemble
« la plus grande concentration
de puissance économique dans
l'histoire du monde ».**

JOHN KENNEDY

caux afin d'aider les pays fournisseurs sous-développés, et éventuellement d'apporter une aide technique et financière aux entreprises touchées par la concurrence extérieure.

« L'expansion économique européenne sera encore favorable dans son ensemble en 1963, mais pourra connaître des difficultés en fin d'année » a déclaré M. Robert Marjolin, vice-président français de la C.E.E.

Ce ralentissement économique serait lié en particulier à la baisse continue des prix des matières premières, qui diminue le pouvoir d'achat des clients de la Communauté économique européenne.

M. Marjolin a également signalé quelques « signes défavorables dans l'économie du monde libre »: la reprise économique aux Etats-Unis moins forte que prévue, la contraction des marges bénéficiaires qui entrave les investissements, la baisse des bourses de valeur.

Mais, a-t-il conclu, l'expansion économique de la Communauté est devenue largement autonome et peut continuer malgré un ralentissement d'activité dans le reste du monde.

On voit à quel point les préoccupations économiques s'appellent et se répondent des deux côtés de l'Océan. C'est pourquoi il importe que, sans aucunement se dissoudre dans une sorte de zone mondiale de libre échange, l'Europe se préoccupe dès maintenant de mettre sur pied une

politique commerciale cohérente, aussi bien avec le tiers-monde qu'avec ses partenaires d'Outre-Atlantique, et d'abord avec ceux-ci.

Il n'est pas de meilleure démonstration de la nécessité d'une Autorité politique européenne, dans l'immédiat — c'est-à-dire avant la fin des longues négociations entre les prix et la Grande-Bretagne. On sait que ce point a été au centre des longues conversations que viennent d'avoir M. Couve de Murville et le ministre britannique Edward Heath.

Les « Six » ont participé ensemble à la Foire américaine de Seattle

Pour la première fois, les six Pays de la Communauté ont participé ensemble à la grande Foire américaine de Seattle, où un pavillon avait été mis à la disposition du MEC. Dans le cadre de la Foire, les 23 et 24 septembre, ont eu lieu une série de manifestations consacrées à l'Europe. Les trois Communautés européennes étaient représentées respectivement par M. Giuseppe Caron, italien, vice-président de la Commission de la CEE, E.M.J.A. Sassen, Commissaire de l'Euratom, Fritz Hellewig, membre de la CECA et Paul Elvinger, Ministre des affaires économiques du Grand Duché de Luxembourg, président en charge du Conseil des ministres de la CECA. Le succès des manifestations européennes de Seattle a été significatif les nombreux visiteurs se sont vivement intéressés à tout ce qui concerne l'Europe et la Communauté Européenne. M. Giuseppe Caron a parlé de la « réalité européenne » à l'Overseas Press Club de New

Pour créer la communauté des travailleurs européens

Le Parlement Européen des Six a chargé une délégation de sa Commission Sociale d'entreprendre une étude sur la « libre-circulation » des travailleurs entre les six pays de la Communauté européenne. On sait en effet qu'en vertu du Traité de Rome cette libre-circulation totale doit être réalisée dans un délai de douze ans de telle sorte que l'emploi soit libre pour les citoyens des six pays comme il l'est actuellement à l'intérieur de chacun d'eux pour leur nationaux. On sait aussi qu'un Règlement provisoire, portant le n. 15 détermine les mesures provisoires jusqu'au 31 décembre 1962, un règlement qu'on espère définitif ensuite plus large. Quoiqu'il en soit, le Règlement n. 15, véritable loi supranationale, établit une priorité pendant trois semaines au profit des travailleurs natio-

suite de la pag. 5

York et a rencontré là aussi un accueil chaleureux. Bien que les Américains ne voient pas sans quelque souci se profiler dans un prochain avenir la concurrence européenne qui pourra leur disputer les marchés mondiaux, ils n'en sont pas moins dotés d'un dynamisme et d'un goût de la compétition qui leur permettent de prendre en considération les avantages plutôt que les désavantages qu'ils pourront tirer de cette situation nouvelle où leurs concurrents seront aussi leurs alliés et leurs partenaires.

Leon Eli Troclet, Président de la Commission Sociale du Parlement Européen et de la Délégation pour la libre circulation des travailleurs a publié dans la revue « Il Lavoro Europeo », cet intéressant article que nous nous permettons de reproduire ici. (Lavoro Europeo du 5-6-1962).

trant en vigueur au 1er janvier 1963 à moins qu'il ne s'agisse d'un deuxième règlement provisoire, délai après lequel s'ouvre une priorité communautaire. Il était donc intéressant de savoir ce que donnait en fait le règlement provisoire ne fut-ce que pour se préparer à discuter du règlement nouveau qui doit entrer en vigueur en janvier prochain. Jusqu'à présent la Délégation s'est rendue en Allemagne Fédérale, aux Pays-Bas et en Ita-

lie. Dans ce dernier pays, elle a visité les Centres d'émigration et de formation professionnelle de Verone, de Milan, de Naples, de Salerne, de Bari, d'Andria et de Manfredonia. La Délégation devant faire rapport au Parlement Européen, je ne puis songer donner que quelques réflexions premières, non soumises au contrôle des autres membres.

Je puis cependant dire que ceux-ci sont unanimes à considérer ces visites comme prodigieusement intéressantes. Elles ont certainement mis en évidence une fois de plus que le fossé est large qui sépare la théorie sociale de la pratique.

Il est apparu par la confrontation des visites qu'une grande équivoque régnait en ce qui concerne la notion de « qualification » des travailleurs, mais ce ne fut pas aisé à dégager. Lorsque, dans les pays d'accueil, violant l'esprit et la lettre du Règlement n. 15, on fait appel à de la main d'oeuvre provenant de pays non-membres de la Communauté, l'excuse est toujours que l'on ne trouve plus de main d'oeuvre qualifiée en Italie susceptible d'émigrer et l'on invoque l'admirable expansion économique italienne ce qui donne un semblant de justification objective, sans que ce soit en contradiction apparente avec des déclarations italiennes relatives au nombre de candidats émigrants. Le tout est de savoir quel sens, quel contenu on donne à l'expression « travailleur qualifié ». Nous en avons vu, dans les pays d'accueil qui rentrent plutôt dans le concept de « manœuvre spécialisé », c'est-à-dire de travailleur sans aucune préparation préalable mais qui peut s'adapter à son travail en une courte période, trois à douze jours. En Italie, avec un sentiment d'honnêteté louable, et d'ailleurs objectivement exact, on ne le considère pas comme un



travailleur qualifié, de telle sorte qu'à certaines demandes de travailleurs qualifiés on répond qu'il n'y a point de candidats alors qu'en vérité des milliers de travailleurs migrants italiens auraient pu remplir ces emplois de manoeuvres spécialisés. Il semble donc qu'à la base un effort d'unification des critères de qualification soit essentiel.

Ceci amène aussi à constater qu'un effort redoublé doit être poursuivi dans nos six pays pour accroître la formation professionnelle, la formation normale et la formation accélérée. On rencontre cet effort un peu partout et la Délégation a particulièrement apprécié celui qui est déployé dans tout le Mezzogiorno. Mais j'ai le sentiment qu'il est très insuffisant encore. Dans ces beaux Centres, de création récente, du sud de l'Italie, on entend souvent dire qu'on doit refuser deux ou trois fois autant de candidats qu'on en accepte. Comme la remarquable expansion du Centre et surtout du Nord de l'Italie absorbe l'essentiel de ceux qui sont passés par ces Centres, les autres candidats refusés par le numerus clausus de ces grands centres trop petits, restent sans formation aucune et comme les cinq autres pays communautaires ont besoin toujours davantage de travailleurs qualifiés ou semi-qualifiés plutôt que de non-qualifiés, des dizaines de milliers de candidats migrants ne trouvent pas l'occasion de voir satisfaire leurs vœux, c'est-à-dire ne sont pas en état de gagner convenablement leur vie et d'entretenir leurs familles qui resteraient au pays.

La question du premier contrat « à durée déterminée » d'un an est apparue très difficile. Certes, dans son principe, cette durée garantie s'explique à la fois au moins par un souci de protection des travailleurs (il s'agit de ne pas les entrainer à un déplacement pour une occupation de courte durée) et par un légitime souci d'amortir les frais de voyage. Mais il est apparu plus d'une fois que la médaille avait un revers: celui de l'assujettissement du travailleur.

Cette situation mériterait un examen d'autant plus ample que, dans les trois pays, le taux de syndicalisation des travailleurs migrants confine à zéro. Il est plusieurs raisons à cela, et très compréhensibles. La majorité des émigrants sont d'origine paysanne et il en est de très nombreux qui ne savent manifestement pas ce qu'est un syndicat. Parmi ceux qui le savent, les uns sont craintifs, d'autres sont hostiles, comme dans les pays même les plus industrialisés, d'autres plus nombreux encore n'envisageant qu'un séjour relativement court sont enclins à considérer la cotisation comme de l'argent perdu. Devant cette indifférence, les syndicats ne sont pas toujours très encouragés à renouveler leurs efforts.

Un problème crucial est celui du logement des travailleurs migrants. Il en est d'excellents, parfois supérieurs à ceux de travailleurs de l'endroit, — mais il en est aussi de moins bons, voire d'exécrables. Les informations qui parviennent dans les régions d'émigration sont très inégales et sans doute serait-il utile sur ce point de tenter de fixer des critères uniformes de description. Certes, les moins bons des pays d'accueil sont souvent supérieurs, même de loin parfois, à certains logements d'origine notamment dans les régions pauvres. Par ailleurs les pays d'accueil ne parviennent pas à rattraper leur retard pour le logement de leurs propres nationaux dans les centres industriels et urbains: or si l'on doit sur la base de la justice sociale et de l'équité élémentaire soutenir que les travailleurs migrants doivent à cet égard avoir les mêmes droits que les travailleurs nationaux, il est difficile pour la même raison de soutenir qu'ils en devraient en avoir davantage. Au surplus, comme dans la majorité des cas le logement n'est pas gratuit, un autre aspect surgit: les travailleurs migrants en général et les Italiens en particulier ne veulent consacrer au logement qu'une part beaucoup trop faible de leur salaire. La raison en est généralement louable: ou bien il s'agit d'envoyer à la famille restée au village les

sommes les plus élevées, ou bien il s'agit d'épargner le plus possible pour rentrer au foyer avec un pécule qui permettra, avec les petites ressources locales, de vivre décemment; les deux motifs souvent se superposent, car la très grosse majorité des migrants des songent pas à s'installer dans l'un des autres pays de la communauté. Ce drame de la volonté de chercher un loyer infime est bien connu des autorités des pays d'accueil auxquelles plus d'une fois les autorités italiennes, bien à tort, ont voulu donner mauvaise conscience.

A ce gros et difficile problème fondamental sont attachés comme corollaire celui du groupement des travailleurs par région pour éviter l'esseulement, celui des loisirs (combien de fois des travailleurs immigrants veulent-ils faire des heures supplémentaires et travailler le dimanche: loisirs et grossissement du pécule!), celui de la cuisine étrangère à laquelle on s'adapte difficilement (ce qu'on nous a parlé des mauvais macaronis des pays d'accueil et de la sauce avec des tomates en conserve au lieu de tomates fraîches!). Les difficultés de climat, au sens météorologique et au sens psychologique, retiennent souvent l'attention; si les travailleurs se plaignent rarement de l'accueil qui leur est réservé et de leurs relations avec leurs compagnons de travail, on a cependant le sentiment qu'il n'y a guère d'effort systématiquement d'intégration et d'assimilation.

Sur place en Italie, puisque c'est des six pays celui d'où part le plus grand flux d'émigration, on peut faire quelques constatations et enregistrer quelques faits. Les nombreuses femmes, mères et soeurs d'émigrants auxquelles les membres de la Délégation ont parlé librement sont unanimement satisfaites; toutes les déclarations faites sans témoins et dans des localités différentes, se recourent. Nous n'avons rencontré de difficulté que dans les cas, rares d'ailleurs, où le mari à l'étranger oublie sa famille restée au village, et on en devine les raisons. Les autorités locales ne s'étonnent d'ailleurs

locales ne s'étonnent d'ailleurs pas, la rupture familiale étant souvent antérieure à l'émigration. Mais cela pose le problème de la simplification de la procédure internationale pour les pensions alimentaires car le régime actuel est si peu pratique pour de telles situations qu'il n'est pas utilisable.

Une très faible minorité d'épouses songent à rejoindre leur mari préférant manifestement le retour de celui-ci au village natal.

Très souvent les sommes envoyées servent à liquider les dettes agricoles contractées lors de mauvaises années ou lors de circonstances malheureuses. On pense ensuite à réparer ou améliorer la demeure modeste avant de revenir à un niveau de vie plus élevé; mais on y songe, en troisième étape. D'autant plus que les précurseurs dans le mouvement migratoire sont rentrés au pays natal et révèlent quelque prospérité; dans certaines localités d'anciens migrants ont racheté les boutiques, les ont agrandies et modernisées.

On a l'impression, par exemple, que les Pouilles, dont la misère était jadis connue, sont sur le chemin d'une bonne aisance, en raison sans doute des plans gouvernementaux en exécution et d'une amélioration des techniques agricoles, mais aussi grâce aux sommes envoyées ou rapportées. Nous avons vu tel village où il entre par les migrants 600 millions de lire par an, tel autre 1 milliard, tel autre davantage encore; cette injection ne peut pas être sans effet, matériel et psychologique.

L'égalisation dans le progrès inscrite dans le Traité de Rome comme un des objectifs essentiels du Marché Commun y est une notion sensible. Elle y est aussi dans les Pays d'accueil d'ailleurs car la prospérité qu'ils connaissent est fonction de l'ap-

Les progrès de l'Euratom

Le cinquième accord de coopération de l'Euratom avec les pays tiers a été signé avec l'Argentine en septembre dernier. Les quatre accords précédents ont été conclus avec les Etats-Unis en 1958, l'Angleterre et le Canada en 1959 et le Brésil en 1961.

L'accord avec l'Argentine, d'une durée prévue de 20 ans, stipule:

— les échanges d'information dans les secteurs de la recherche et du développement nucléaire, de la protection sanitaire, des installations des machines et de leur fonctionnement, des minerais, des matières premières, des matières fissiles spéciales, des combustibles et radioisotopes.

— les échanges à des conditions commerciales de licences et sous-licences et mesures destinées à encourager et faciliter les échanges, au niveau des personnes et des entreprises, d'étudiants, techniciens, et instructeurs. L'accès aux établissements de recherche sera en outre facilité dans toutes les limites du possible.

— Les échanges de matières premières et de matières fissiles spéciales entre l'Agence d'approvisionnement de l'Euratom et d'autres organismes de la Communauté et l'Argentine, à des conditions commerciales ou à d'autres conditions fixées de commun accord.

La seconde phase du programme EURATOM

Le premier programme quinquennal de l'Euratom va arriver à échéance, après avoir enregistré le plein succès de ses prévisions. La seconde phase va entrer en vigueur le 1er janvier 1963, pour échoir en 1967. Son financement est de 425 millions de dollars (tandis que le financement de la première phase n'a été que de 215 millions de dollars), qui seront assurés à la Communauté des six Pays membres.

Le but de la seconde phase est la continuation et le développement des travaux de recherche, le développement des investissements en cours et l'institution de nouveaux investissements.

port de main d'oeuvre dont ils ont besoin et qui leur est assurée par la circulation, qui doit

devenir de plus en plus libre, des travailleurs des six Pays associés.

Mais ce premier résultat positif exige de nouveaux efforts de mise au point des problèmes soulevés par les migrations intra-communautaires pour que, par des adaptations successives mais rapides, se crée la véritable communauté des travailleurs européens.



L'ORGANISATION SCOLAIRE EN EUROPE

L'Association Européenne des Enseignants vient de publier dans son « Bulletin » les Actes d'un Congrès international qu'elle avait organisé en juin dernier à Trieste sur le thème « Recherche des éléments pour l'harmonisation de l'organisation scolaire dans les Pays de la Communauté Européenne en particulier en ce qui regarde les possibilités des reconnaissances des titres d'étude de grade primaire et secondaire ».

Nous empruntons au compte-rendu des travaux, le texte d'une relation du professeur Franco Bonacina, destinée à servir de base aux débats et dont l'intérêt n'échappera pas à nos lecteurs.

Les écoles moyennes supérieures indépendamment de la diversité de leur état et de leur structure possèdent un caractère différentiel nettement déterminé en ce sens que, d'une part, elles portent à terme, d'une manière définitive, un cycle éducatif conduisant à des professions intermédiaires, à base technologique et que, d'autre part, elles clôturent ainsi ce cycle éducatif dont la valeur ne trouve sa vraie signification et sa fonction proprement dite que dans la poursuite de ces études en Université.

Cette distinction s'impose tant pour des motifs culturels que pour des motifs d'ordre sociologique.

Difficultés inexistantes

Les écoles qui clôturent, d'une manière définitive, leur cycle éducatif ont un caractère prédominant technique et professionnel. En dépit de quelque opposition administrative, nationale et tant soit peu traditionnelle, la possibilité d'harmoniser les programmes vers les mêmes buts et, en finale, vers les mêmes titres d'études, ne présente aucune difficulté insurmontable. Il est, d'ailleurs, notoire que les qualifications, aspects et titres, en fonction de la technologie, tendent à s'harmoniser dans les divers pays en vue d'une technique uniforme, à caractère supranational et s'adaptant, pour leurs applications,

au cycle de cette nouvelle formation scolastique.

Il en résulte que ce processus, dirons-nous de synchronisation, qui revêt une forme quasi dynamique ne saurait être méconnu même par les écoles les plus conservatrices parce que sa finalité, son but de redressement éducatif ne saurait être dissocié des fonctions qui lui sont dévolues.

Il ne s'agit plus que de donner satisfaction à certaines interpolations, éclaircir certaines interprétations et recourir à certains amendements, tâche rendue facile par la sensibilité générale en cette matière.

Plus complexes et plus tortueux deviennent les moyens dès qu'il s'agit d'harmoniser les programmes et les buts éducatifs des écoles secondaires supérieures qui mènent aux titres préuniversitaires et seulement à ces derniers. Se trouvent, dans ce cas, toutes les écoles de culture générale, classique, scientifique, magistrale, quelle que puisse être leur appellation dans les divers pays.

Pour ce type d'école, spéciale, ment préparatoire à la formation professionnelle universitaire, la technologie n'a qu'une part auxiliaire, — et incidemment la sociologie — parce que les écoles dites « désintéressées » tendent plutôt à la formation d'un type humain conçu d'après certains idéaux typiquement traditionnels.

Et c'est précisément dans cet ordre d'idées que l'« harmonisation » s'impose.

Elle s'impose parce que ce type d'école met en acte la formation intellectuelle et morale de l'homme qui à la suite de ses études ultérieures est appelé à remplir des fonctions importantes souvent de haute responsabilité sur le plan de la politique générale d'une nation. Elle s'impose parce que, à la formation d'une personnalité de ce genre, auront concouru moins les éléments différentiels entre hommes de races et de nations différentes, que ceux communs à tous quand ils proclament une supériorité marquée, une valeur absolue et contrastante avec les valeurs d'un ordre inférieur.

L'agrégation des programmes s'impose encore parce que l'école, restée dans le sillage de la culture traditionnelle, se désintéresse des contingences, de marque essentiellement nationale qui perdent leur raison d'être dans la directive d'un renouveau Européen.

Le dit problème d'agrégation des programmes fait surgir, en conséquence, la nécessité d'intervention d'un groupe politique et culturel aux fins d'exercer une pression adéquate à la réalisation de ces desseins, de ces acheminements nouveaux qui réclament une énergie opérante, sans défaut.

(suite en pag. 12)

LES ORIGINES DU

En l'an 98 de notre ère, Nerva étant mort, le Sénat romain nommait empereur, c'est-à-dire chef unique et à vie de la République et de l'armée, M. Ulpius Trajanus, le gouverneur d'une des deux provinces — on ne sait si c'est la supérieure ou l'inférieure — qu'on appelait Germanie. Après tant d'élections, que la pression illégale des prétoriens ou des légions avait viciées, cette fois le choix de l'empereur avait été libre. Le Sénat avait désigné parmi ses membres, c'est-à-dire dans la noblesse de l'Empire, celui qui lui semblait le plus digne.

Trajan ne pouvait se prévaloir d'une longue lignée d'ancêtres. Sa noblesse était récente; elle datait de son père, que Vespasien avait fait entrer au Sénat. Porté au pouvoir par une révolution militaire dans laquelle l'Empire avait failli sombrer, Vespasien avait compris que la noblesse sénatoriale, telle qu'elle avait été sous les empereurs de la maison Jules-Claudienne, était épuisée par la longue domination et n'avait plus la force nécessaire pour accomplir sa tâche: fournir à l'armée et à l'administration le personnel dirigeant, légitimer le pouvoir impérial en rendant impossibles les crises comme celle qui avait éclaté à la mort de Néron. Au lieu de profiter de sa faiblesse pour s'emparer du pouvoir absolu, il redonna à la noblesse, par une intelligente réorganisation, la force de jouer son rôle. Il prit dans les provinces occidentales et en Afrique mille familles riches et suffisamment romanisées; il les fit entrer dans l'ordre équestre et dans l'ordre sénatorial et il sauva l'Empire en lui fournissant une noblesse capable de le gouverner pour plus d'un siècle. Par cette réforme, Vespasien a le droit d'être considéré comme le second fondateur de l'Empire, après Auguste, et comme un des plus grands personnages de l'histoire romaine.

Trajan appartenait à cette noblesse nouvelle. Il était issu d'une famille espagnole, enrichie et romanisée, comme tant d'autres dans les provinces occidentales et africaines, par la paix du premier siècle de notre ère. Mais ces petits-fils des barbares que Rome avait domptés avec l'épée étaient devenus plus romains que les Romains de vieille roche, que les vieilles familles nobles originaires de l'Italie centrale. Tite-Live, avec sa grande histoire idéalisée de la République, avait été leur maître. Dans les chaires philologiques de notre temps, on est plutôt sévère pour Tite-Live, dont la valeur « scientifique » semble médiocre. Mais Tite-Live n'a pas écrit son histoire pour satisfaire les curiosités plus ou moins scientifiques des professeurs modernes; il a faussé son histoire



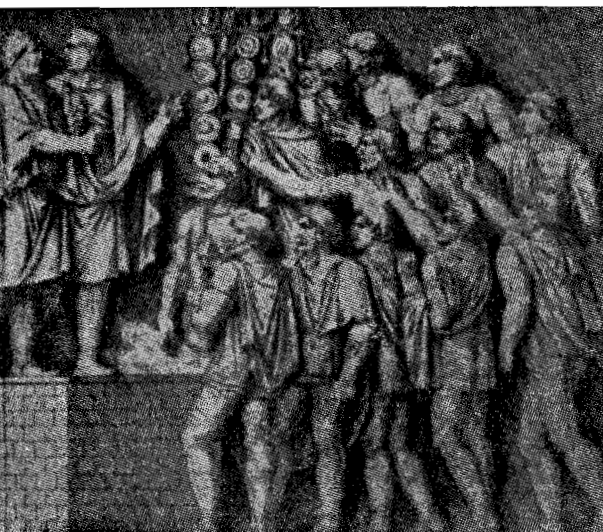
dans la mesure où il le fallait pour créer ce modèle idéal et faire croire qu'il avait existé autrefois aux premiers siècles de Rome; il a trouvé dans les populations barbares que Rome avait soumises en Occident, surtout en Gaule et en Espagne, des familles qui, à mesure qu'elles se romanisaient, tenaient le modèle pour véritable et cherchaient à le réaliser.

Trajan est le premier de ces empereurs venus des provinces occidentales et tout imprégnés du grand idéal de Tite-Live. C'est pourquoi cet Espagnol est, après Nerva, le premier dont le pouvoir ait une légitimité si parfaite que même un contemporain de Scipion l'Africain n'eût pu soulever aucune objection. L'élément révolutionnaire, qui avait faussé l'autorité de presque tous ses prédécesseurs, — la pression des légions, — n'a pas joué pour son éléction. Il est exclusivement l'élu et le mandataire du Sénat. Et, cependant, il fut le premier empereur capable d'accomplir à l'est et à l'ouest des entreprises militaires dignes de la plus belle époque républicaine par la grandeur des plans et l'importance des résultats.

Les frontières de l'Empire en Europe étaient alors le Rhin et le Danube: frontières bien vulnérables. Au delà des deux grands fleuves vivaient des populations germaniques qui, après la conquête de la Gaule, se trouvèrent en contact avec la civilisation gréco-latine. Depuis un siècle elles venaient essayer leurs forces croissantes sur la masse de l'Empire, énorme, mais un peu lente à réagir. Les empereurs du premier siècle, dont

EL.À LE RIDEAU DE FER

PEUPLE ROUMAIN



l'autorité avait toujours été contestée, qui n'avaient jamais été sûrs ni des légions ni du Sénat, s'étaient bornés à une résistance passive et fragmentaire. Le danger n'avait fait qu'augmenter; au delà du Danube, un Etat militaire d'une certaine importance s'était formé, le royaume des Daces; Domitien avait consenti presque à payer un tribut à son roi, Decebalus, pour obtenir sa neutralité.

Trajan put faire ce que ses prédécesseurs n'avaient pas pu; passer de la défensive à l'offensive. Chef légitime de l'Empire, il était sûr des légions et du Sénat. En 101, il franchit le Danube à la tête d'une armée de cent mille hommes et, par une campagne qui dura deux ans, il força Decebalus à accepter ce que nous appellerions aujourd'hui le protectorat romain. Mais cette paix n'était qu'une trêve: les vaincus ne se résignaient au joug que dans l'espoir de le secouer; Rome était redevenue assez forte, sous un chef légitime, pour exiger une soumission complète. La guerre éclata de nouveau en 105. En une autre campagne de deux ans, Trajan détruisit complètement la puissance des Daces. Le roi se tua; les chefs qui survécurent émigrèrent; une partie considérable de la population indigène quitta le pays; la Dacie fut déclarée province romaine. L'Empire s'étendit au nord du Danube en un large saillant.

La Dacie était un pays riche en mines d'or, couvert de forêts, où de vastes plaines très fertiles se prêtaient admirablement à la culture des céréales et à l'élevage du bétail. Vidé par la guer-

re et par l'émigration des vaincus, il fut vite repeuplé par un flot d'immigrants venus de toutes les provinces. L'Etat romain accéléra ce repeuplement par tous les moyens. Les Méditerranéens à la taille petite ou moyenne, aux cheveux bruns, aux yeux noirs, remplacèrent les hommes aux cheveux blonds, à la taille géante et aux yeux bleus qui peuplaient la contrée avant la conquête. Dans la nouvelle province, des routes furent tracées, et des villes, bâties sur le modèle des colonies romaines, se développèrent rapidement; la langue latine se répandit avec les moeurs, les idées, les religions et les lois de l'Empire. Pendant tout le second siècle, la Dacie fut une espèce d'Amérique: un pays nouveau, moins peuplé que les plus riches de l'Empire, où ceux qui n'étaient pas contents de leur sort pouvaient trouver une chance de l'améliorer s'ils avaient le courage d'affronter l'inconnu.

La Dacie fut la dernière grande création de Rome en Occident. Plus tardive et plus éloignée des centres vitaux de l'Empire, elle fut aussi la plus fragile. La civilisation gréco-latine, importée trop tard, n'eut pas le temps d'y planter des racines aussi profondes qu'en Gaule ou en Espagne. Province d'avant-garde, elle succomba sous les premiers assauts, quand le monde germanique commença ce martelage des frontières romaines qui finit par les détruire. Déjà dans la seconde moitié du troisième siècle, Aurélien jugera que l'Empire n'est plus assez fort pour garder ce saillant et il repassera le Danube, abandonnant l'oeuvre de Trajan à son destin. Dès lors, la marée des invasions balaiera périodiquement ce territoire pendant des siècles, détruisant presque tout ce que le génie de Rome y avait créé en cent cinquante ans.

Presque tout, mais pas tout. Fidèle aux derniers vestiges de l'oeuvre de Trajan, un peuple y gardera, avec la langue de Rome, le souvenir et l'orgueil de son origine; il trouvera dans ce souvenir la force, aux heures sombres, de résister aux épreuves les plus dures. C'est ainsi que la Roumanie moderne se rattache par Trajan à la vieille Rome aristocratique et républicaine dont Tite-Live a été le grand poète. Trajan avait pu conquérir et créer cette vaste colonie, dont les destructions des barbares n'ont pas triomphé complètement, parce qu'il avait été le *Princeps* rêvé par Cicéron et par l'élite de son temps: le chef légitime d'une république dans laquelle les légions s'inclinaient devant l'impersonnelle majesté des lois.

L'ORGANISATION SCOLAIRE EN EUROPE

(suite de la pag. 9)

lance, capable de promouvoir et de cristalliser une situation neuve, effaçant le passé.

Ces groupes interventionnistes s'assimilent de fait aux fédéralistes, protagonistes d'une doctrine et d'un programme de haute valeur politique. Il est à espérer qu'après une action profonde de conviction auprès du corps enseignant, il sera possible d'adopter un thème technique d'agrégation des programmes définissant les buts et possibilités de ce type renoué d'enseignement.

Par « thème technique », doit s'entendre la réglementation de nature législative, en tant que nationale et supernationale qui créerait la physionomie commune des instituts scolastiques sur le plan de la légalité, à savoir les années d'étude, l'émanation des titres, l'internationalisation des écoles, l'accession aux instituts supérieurs.

De prime abord, ceci apparaît comme l'entrave la plus sérieuse dans cette jungle juridique des règlements scolastiques, enracinés, au cours de longues années, en parfaite autonomie, dans le giron de chaque nation, règlements ayant subi des développements constants et des mutations souvent hétéroclites. Mais, à tout prendre, nonobstant l'indéniable difficulté, d'ordre technojuridique, — également d'ordre politique, — le fond du problème ne gît pas là, — étant donné qu'une législation de structure supernationale, une fois concrétisée en d'autres matières, ne pourra qu'influencer les problèmes scolastiques et s'y imposer.

Les valeurs spirituelles de l'Europe

Le noeud gordien est ailleurs. Il est intrinsèque à l'école, à son caractère, à ses directives et ses fins. C'est l'agrégation nécessaire des aspects intellectuels et culturels plus que ceux d'ordre structurel et législatif.

La dite agrégation relativement à l'Ecole secondaire supérieure,

Université exclue, — comporte les thèmes essentiels suivants: compréhension commune du nouvel esprit enseignant et administratif, compréhension commune des valeurs authentiques de la civilisation culturelle de l'Europe.

Réalisée cette prise de conscience, à tous les points de vue, l'agrégation positive des Ecoles Européennes secondaires devient un fait accompli qui rendra vitale, avec une extrême simplicité, la synchronisation législative. Ce processus, quel que soit son point de départ, ne sera pas entaché de réversibilité.

En synthèse, cet entendement unanime comprend les points suivants:

1) Les valeurs de la civilisation européenne.

En revisant l'évolution historique des civilisations des divers peuples de l'Europe en remontant à l'Antiquité et de l'Époque classique à notre temps, l'on relève certaines caractéristiques fondamentales, postulats consolidés par la séculaire expérience civile. Ces postulats peuvent s'énoncer par la rationalité, l'esprit critique de la recherche, la reconnaissance de la personnalité humaine, le sens de la Communauté, de la valeur du monde objectif et partant de la nécessité de la science et la technique parallèlement à la diffusion du Christianisme et de son rapport constant avec les valeurs dont il est porteur.

En raison des multiples interprétations du complexe progressif historique de l'Europe, en

tant qu'Unité Continentale en fonction de forces centrifuges, il importe de simplifier les versions schématiques et de marquer la pierre de touche des temps présents de la Civilisation Européenne en connexion avec son passé.

L'Europe peut donc s'individualiser comme suit:

a) Siège unique et typique du principe démocratique qui s'est affirmé et raffermi de sa genèse à sa maturité subséquente;

b) Espace vital de la Liberté.

De fait, l'histoire de la civilisation européenne n'a été qu'une longue évolution et le développement des germes positifs de l'Éthique Chrétienne qui constitue le fondement metajuridique des institutions démocratiques et de l'exercice de la liberté.

Toutes les nations de l'Europe occidentale respectent le symbole du droit, reconnaissent les revendications de la Liberté. En fait foi le cycle des procès et procédés qui ont consacré la promotion et l'inviolabilité des droits de l'Homme (empirisme évolutif, dogmatisme révolutionnaire, promulgation de décrets nouveaux d'Etat, propagande idéologique).

Aux fins de la réalisation d'une Unité effective et opérante l'Europe doit — abstraction faite des problèmes à résoudre de ses rapports avec les cultures européennes — surmonter telles fractures intérieures dans son propre contexte, dues au Communisme et à d'autres forces dissolvantes. Les difficultés qui en dérivent doivent être affrontées sous le rempart des principes premiers de la civilisation européenne avec recours à la rationalité, matrice commune de concepts devenus contrastants. A la solution de ces problèmes doivent s'employer un esprit indépendant dénué de tout formalisme et une volonté tenace contraire à toute imposition utilitaire, à tout intérêt trop individuel, s'inspirant, l'un et l'autre, des sciences morales seules aptes à annihiler le radicalisme marxiste de la « philosophie de l'avoir ».

Compte tenu des prémisses religieuses, historiques, idéologiques, juridiques et politiques de la civilisation européenne, il im-



porte d'élaborer le programme des devoirs et des directives de l'œuvre éducatrice européenne.

Avant tout, il s'agit d'éliminer des programmes et coutumes scolastiques le mythe invétéré de l'idéologie nationaliste et chauvine avec tout son appareil de privilèges sociaux et économiques. Par « mythe nationaliste », nous n'entendons pas faire allusion à conscience des devoirs civils, caractéristiques de chaque communauté nationale, dont la coordination équivaut à l'articulation de toute civilisation évoluée, mais uniquement à l'exaltations des valeurs et des hauts faits retenus comme propres par chaque nation, chacune d'elle voulant ainsi prétendre en être le dépositaire et s'assigner de ce chef un mandat de superdomination.

L'idéal éducatif doit être recherché à la source universelle des hautes valeurs du Christianisme. D'ailleurs l'égalité culturelle et spirituelle des Européens leur rend aisée l'adoption de structures scolastiques nouvelles, à la portée de chacun, sans prérogatives de nation privilégiée, de race ou de classe.

Ainsi conçues doivent s'esquisser les structures scolastiques renouées, supplantant les surannées, nationalistes et classicistes, qui barrent la route à la formation de l'Europe.

Ce concept nouveau implique une éducation d'appréciation des valeurs d'autrui — sans nullement porter atteinte aux personnelles — l'innovation d'un langage inédit de l'enseignement englobant toutes ses disciplines, notamment celles typiquement formatives de l'histoire.

L'enseignement européenisé poursuivra donc, inlassablement, la réalisation du prototype de l'homme Européen caractérisé par les traits les plus saillants ci après énumérés:

a) combattre et démolir tous les vieux préjugés, les faux concepts, les suffisances prétentieuses et chauvines, les exubérances passionnelles de supériorité congénitale, les tentatives de justifier par un prétendu patriotisme l'orgueil déplacé, les jalousies, les aversions, les complexes de riva-



lité, toutes ces tendances en un mot de la psychose des nations;

b) rechercher et mettre en évidence les éléments concordants et de concorde quand ils se présentent dans un fatras confus avec des éléments discordants, même dans les manifestations sociales apparemment ou réellement divergentes;

c) promouvoir et encourager toute amitié et tout esprit de collaboration entre groupes, peuples ou nations et ce sur tous les plans religieux, culturels, économiques, politiques et sociaux;

d) mettre en relief les résultats de civilisation acquis grâce aux efforts collectifs des hommes d'appartenance à toutes les nations de l'Europe;

e) faire servir et honorer la science historique, en toute loyauté, sans jamais l'asservir à des plus néfastes et surtout d'aversion et de haine entre hommes de toutes les nations.

Le processus, ainsi schématiquement décrit d'agrégation et de synchronisation, est le seul qui puisse offrir à l'Europe la possibilité de mettre sur pied ses écoles secondaires dans leurs nouvelles fonctions consistant à promouvoir un entendement politique, social et spirituel plus éclairé et adéquat à la transformation sociale en oeuvre... et un démenti éclatant pourra alors être donné à l'assertion de Valéry que « l'Europe n'a pas eu la politique de sa pensée ».

Rome

Le Concile Œcuménique Vatican II

Clôture de la première session

Reprise des travaux en septembre 1963

Le 7 décembre s'est achevée la première session du Concile Œcuménique Vatican II dont les travaux reprendront le 8 septembre de l'année prochaine. On prête à ce sujet, à un évêque un plaisant propos : «...nous sommes renvoyés... il faudra nous représenter à la session d'octobre... ».

En dépit de quelques voix pessimistes dont on devine l'origine, on est dans l'ensemble satisfaits, à Rome, des premiers résultats du Concile. Pour mieux dire, plutôt que de satisfaction il s'agit d'un vif intérêt accompagné de beaucoup d'espoir : quelles qu'aient pu être les difficultés de cette Assemblée imposante de 2500 personnes qui n'a jamais eu d'équivalent dans l'histoire des vingt Conciles précédents et qui engendrait en conséquence des problèmes et des situations nouvelles pour lesquels on n'avait pas d'exemple à suivre; quelles qu'aient pu être les polémiques, les divergences, les critiques, les défaillances, une chose est certaine : tous ont abordé ou suivi les travaux dans l'esprit d'évangélique ferveur que Jean XXIII a su imposer par le rayonnement qui se dégage de sa propre personnalité : celle d'un authentique, suave pasteur catholique.

Comme on le sait, après une première phase d'interventions orales on est passé à la seconde phase des propositions écrites. Mais le résultat le plus tangible et positif de cette première session du Concile est représenté, sans aucun doute, par la contribution précieuse qu'ont apporté aux travaux les conférences épiscopales. Cette contribution a pris

peu à peu une telle envergure qu'elle a surmonté les divergences nationales et linguistiques. Les Conférences épiscopales ont noué entre elles des relations de plus en plus étroites devenant les instruments nécessaires, irremplaçables des plus féconds échanges d'idées entre les évêques de Pays et de cultures différentes. Aussi, même si les travaux effectués par l'Assemblée au cours de ces deux premiers mois ne sont pas, dans la pratique, de grande enti-

té, même si en grande partie les schémas que les pères auront à examiner dans la prochaine session devront être à nouveau élaborés il n'en reste pas moins vrai que ces premiers contacts entre les ecclésiastiques catholiques du monde entier laissent prévoir qu'en s'engageant sur de nouvelles routes, en employant de nouvelles méthodes, le Concile atteindra les buts qu'il s'est fixés.

Nous donnons ci-dessous la

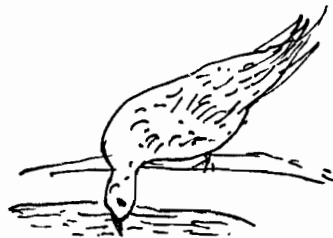
Le discours de Jean XXIII aux Pères Conciliaires

« Qu'il est beau que les frères demeurent ensemble ! »

conclusion du discours prononcé par Jean XXIII en latin dans la Basilique Vaticane pour la clôture de la première session du Concile : «...« Le père avec ses fils et tous nos frères dans l'Épiscopat, réunis devant le Ciel pour prie... en cette occasion où la Chrétienté regarde avec une attention respectueuse, nous nous retrouvons ici pour rendre hommage, avec un sentiment d'amour filial, à la Vierge Immaculée, Mère de Dieu et notre Mère, afin qu'elle soit tou-

jours près de nous avec sa protection maternelle, pour implorer, en même temps qu'elle, tous les Saints du Ciel, pour qu'ils nous aident à faire honneur à notre mission pastorale qui n'a pas d'autre fin ni d'autre désir que la connaissance et la pénétration de l'Évangile du Christ dans notre temps.

C'est là le but du Concile et vers lui se tourne notre confiance attendue, à nous tous autant que nous sommes, pasteurs de la Sainte Église. Vénérables frères voici les vœux que nous formulons, afin de pouvoir goûter encore la joie dont parle le Psaume : « Oh ! qu'il est beau et bon que les frères demeurent ensemble ! »...



LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Le Programme alimentaire mondial commencera ses opérations le 1er janvier prochain. A la fin d'octobre, le Comité inter-gouvernemental du Programme a en effet autorisé M. A. H. Boerma, directeur exécutif, à apporter une aide alimentaire aux victimes de catastrophes naturelles et à entreprendre différents autres projets d'aide alimentaire.

Le Comité s'est réuni au début de novembre à Rome pendant trois jours sous la présidence de M. Julio Pons, ambassadeur d'Uruguay auprès du Quirinal. Le Comité a approuvé le programme de travail conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture ainsi que les premières estimations budgétaires. Le Comité tiendra une nouvelle session en mai 1963 pour examiner des propositions concrètes concernant l'utilisation d'aliments pour faciliter l'essor économique et social des pays en voie de développement. Trente-neuf pays ont déjà promis des espèces, des aliments et des services au Programme alimentaire mondial d'une valeur de 87,5 millions de dollars pendant une période expérimentale de trois ans.

Le Directeur exécutif a été autorisé, entre les deux sessions du Comité, à réserver 25 pour cent des disponibilités du Programme — en espèces, aliments et services — pour venir en aide aux pays qui pourraient être victimes de la famine ou de pénuries alimentaires provoquées par différentes calamités. Le Directeur exécutif pourra également faire démarrer des projets de caractère non urgent jusqu'à

concurrence de 500.000 dollars pour chacun des projets. Les projets à entreprendre entreront dans l'une des catégories suivantes : alimentation pré-scolaire et scolaire, migration et colonisation, développement communautaire, mise en valeur des terres et conservation du sol.

Le Comité a partagé l'inquiétude exprimée par M. Boerma.

concernant l'insuffisance des contributions en espèces qui n'atteignent que 19 pour cent des participations, alors que l'on avait prévu 30 pour cent. Il l'a chargé de négocier avec les gouvernements la possibilité d'une participation financière plus importante et aussi une augmentation de la fourniture de certains produits, notamment de riz.

Nouvelles participations financières au programme alimentaire mondial.

Plusieurs pays ont annoncé aujourd'hui qu'ils participeront financièrement au Programme alimentaire mondial, portant ainsi le total des participations à 88.600.000 dollars environ.

Le délégué de la Belgique a promis, sous réserve d'approbation parlementaire, 1 million de dollars dont un tiers pendant la première année du Programme. Le délégué de l'Iran a ensuite annoncé que la participation de son pays s'élèvera à 130.000 dollars, dont 100.000 en monnaie locale. Le délégué de Ceylan a fait savoir que son gouvernement donnera du thé pour une valeur de 10.000 dollars sous réserve d'approbation parlementaire.

Par ailleurs, le délégué du Brésil a annoncé que son gouvernement prendrait aujourd'hui même une décision quant à sa participation au Programme et le délégué de l'Autriche, que son gouvernement reconsidérerait la question de sa contribution afin de compléter son offre de produits par des espèces. Le dé-

légué du Liban s'est joint aux précédents orateurs pour faire savoir que son gouvernement versera une somme en espèces dont le montant n'est pas encore fixé.

Ces promesses de participations financières ont été faites au Conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture après un exposé de M. A. H. Boerma, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, au cours duquel il avait informé les délégués que l'Afrique du Sud avait promis des aliments pour une valeur de 100.000 dollars, que la Chine (Taiwan) avait décidé de doubler sa participation en la portant à dix tonnes de riz et à dix tonnes de sucre, que l'Irak avait promis 60.000 dollars dont la moitié en aliments et l'autre en espèces et en services.

Ces nouvelles promesses de contribution portent à plus de 88.600.000 dollars le total de la participation des pays au Programme alimentaire mondial.

Le Commerce des produits tropicaux en Europe

PERSPECTIVES PEU ENCOURAGEANTES

L'Europe est aujourd'hui le principal débouché pour les produits agricoles tropicaux, mais les perspectives d'un accroissement des exportations de ces produits pendant les années soixante sont « sombres », prévoit une étude de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, intitulée « Demande des produits agricoles tropicaux en Europe ».

Ce document a été soumis à l'examen de la Conférence régionale européenne.

« Le tableau général des exportations agricoles des pays en voie de développement pendant les dernières décennies est des plus sombres. Le volume des exportations des principales régions a augmenté, mais dans une proportion décevante », déclare ce document. En fait, les exportations de toutes les régions du monde en voie de développement, à la seule exception de l'Afrique, ont moins augmenté que la population des pays importateurs. La situation s'est même aggravée dans les pays en voie de développement qui, dans l'intervalle, sont devenus de gros importateurs de denrées alimentaires. En outre, les « termes de l'échange » se sont aggravés dans toutes les régions tropicales, car les prix de leurs produits ont moins augmenté que ceux des produits manufacturés qu'elles devaient importer.

D'une façon générale, la demande en produits tropicaux dans les principales régions importatrices — c'est-à-dire l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord — n'a pas beaucoup augmenté en valeur depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, bien qu'elle ait augmenté en volume. On a également assisté à une concurrence croissante entre les produits tropicaux et

locaux, notamment en ce qui concerne le sucre (sucre de canne contre sucre de betterave), les huiles (huiles tropicales contre beurre et autre corps gras d'origine animale synthétique) et quelques matières premières agricoles.

« En prix constants, il est peu probable que la demande d'importation augmente de plus de 2 pour cent par an, même dans le cas d'un taux élevé de croissance économique », déclare le document.

Les pays d'Europe occidentale sont actuellement et de loin les plus gros acheteurs européens de produits tropicaux, mais ils semblent atteindre un point de saturation. En revanche, les pays d'Europe orientale et l'URSS n'ont importé entre 1957 et 1959 qu'un dixième des importations de l'Europe occidentale.

En dépit de la rapide augmentation des importations en Europe orientale et en URSS qui s'est manifestée ces dernières années et étant donné le niveau très bas de la consommation par habitant, « elle peut fort bien continuer à augmenter au cours des années soixante ».

L'augmentation prévue des importations d'Europe occidentale portera principalement sur le cacao, le café et les bois tropicaux, alors que les importations de sucre diminueront probablement. Ce seront sans doute les importations du Royaume-Uni qui augmenteront le moins vite et celles des pays méditerranéens le plus vite. Elles seront vraisemblablement plus élevées dans les pays de la Communauté économique européenne que dans les autres pays d'Europe occidentale.

Toutefois, même si les importations de l'URSS et de l'Europe occidentale devaient doubler durant les années soixante et si le taux de croissance économique en Europe occidentale, en Amérique du Nord et au Japon devait être celui des estimations les plus optimistes, « en prix constants, la demande globale d'importation des pays industrialisés n'augmenterait probablement pas de plus de 2,5 pour cent par an », déclare le document. « Lorsqu'ils élaborent leurs programmes de production, les pays à revenus élevés doivent tenir compte des intérêts commerciaux des pays en voie de développement et ne pas oublier que l'augmentation des recettes d'exportation de ces pays ouvrira aux pays industrialisés de nouveaux débouchés pour leurs biens d'équipement ».

En ce qui concerne les produits non concurrentiels, le document souligne que « le volume des importations européennes pourrait être augmenté par une réduction des droits de douane et des taxes intérieures dans certains pays ».

L'abolition totale des droits et taxes pourrait avoir pour effet d'augmenter d'environ 11 pour cent celles de cacao, et de 5 pour cent celles de bananes. Les importations de thé resteraient probablement au même niveau.

Le rapport conclut qu'un changement de prix des produits alimentaires tropicaux exportés n'a que peu d'influence sur les quantités importées. En conséquence, « il convient d'orienter les efforts vers une meilleure organisation du marché mondial des produits tropicaux en essayant d'ajuster d'une manière satisfaisante la demande et la production à des prix raisonnables ».

LA MUSIQUE EN EUROPE

par J. N. MANZATTI

Ion Voicu

Milan a eu dernièrement le privilège d'entendre un grand violoniste roumain dont la renommée a depuis longtemps franchi les frontières de sa patrie, dans l'exécution d'un concerto de Johann Sebastian Bach (en la mineur, pour violon et orchestre).

Ion Voicu, élève de Georges Enesco et de David Oistrack, figure parmi les sept ou huit grandes célébrités internationales du violon, si l'on veut bien considérer Heifetz, Oistrack, Menuhin, Francescatti, Milstein, Stern comme des contemporains. A l'âge de 37 ans il jouit d'une réputation hors ligne reconnue à l'unanimité par la critique mondiale. Nous avons déjà eu l'occasion de l'applaudir à Paris, Vienne et Londres où un public enthousiaste et une critique conquise ne lui ont pas épargné des éloges aussi vifs que ceux qui furent jadis prodigués à Paganini ou I-saye.

Toutefois on regrette — sans en comprendre la raison — que les organisateurs du concert milanais n'aient pas su mettre en valeur la prodigieuse virtuosité de l'artiste roumain. Ils ont fait venir Ion Voicu de Bucarest pour le présenter uniquement dans l'exécution d'une page de J.-S. Bach qui ne dure pas plus de douze minutes et qui, dépourvue de brio, ne permet pas au soliste de donner toute sa mesure. L'absence d'une « cadence », la permanente orchestration à « tutti » ont nui au talent du violoniste, qui n'a pu s'affirmer comme il l'aurait dû auprès d'un public qui l'écoutait pour la première fois. Pour bien comprendre un soliste il faut l'entendre dans un récital ou tout au moins dans quelqu'une des pages célèbres de Beethoven, Brahms,

Ernest Paldi

Un jeune chef d'orchestre d'origine roumaine Ernst Paldi, qui a quitté son pays il y a quelques années, est en train de s'affirmer avec une autorité croissante dans les milieux musicaux d'Occident. Né en Transylvanie en 1918, Paldi a fait ses études supérieures à Budapest où il s'est diplômé en 1940 à l'Académie de Musique Franz Liszt. Excellent pianiste on l'applaudit comme soliste des plus grands orchestres symphoniques jusqu'en 1949, année qui marque le point de départ de sa carrière de chef d'orchestre où il peut enfin donner toute la mesure de son don.

Nommé premier chef d'orchestre à l'Opéra de Cluj, et professeur au Conservatoire de la capitale transylvaine, il y déploie pendant neuf ans une brillante activité. Mais en 1959 il décide de quitter la Roumanie. Le jeune Etat d'Israël lui offre un engagement de premier directeur de l'Opéra national de Təl Aviv où il parvient en peu de temps à organiser et à présenter des spectacles qui élèvent sensiblement le niveau artistique du nouveau théâtre lyrique.

Puis s'établissant à Vienne, Ernst Paldi entreprend une activité européenne sur grande échelle avec des concerts en Allemagne, Suisse, Italie, Autriche, etc... Dans son vaste répertoire qui comprend les chefs d'oeuvre de la musique symphonique universelle, on trouve aussi et surtout un répertoire complet d'opéra lyrique, englobant Verdi, Puccini, Donizetti, Leoncavallo, Mascagni, Wolf-Ferrari, Mozart, Wagner, Bizet, Gounod, Saint-Saëns, Rimsky Korsakow, Avidon, Kodaly, Enesco, Kenessey-Harangozo.

La critique ne lui a pas marchandé les éloges qui le situent parmi les musiciens les plus doués de notre époque. Après les grands chefs d'orchestre que la Roumanie a donné au monde musical international avec Georges Enesco, Ionel Perlea, Constantin Silvestri, Remus Tzincoca, Jean Constantinesco, Trajan Popesco et le fameux Sergiu Celibidache, un nouveau nom vient s'ajouter à cette illustre série pour honorer l'art européen.

Tchaikowski, Paganini, Lalo, Mendelssohn, Prokofiev, où il peut déployer toutes les ressources de son talent et de sa virtuosité.

Sans le « bis » réclamé à grands cris par les amateurs de musi-

que (une page acrobatique de Wienjowski, et qui a permis d'apprécier dans une certaine mesure les véritables possibilités de Voicu), on ne se serait même pas aperçu qu'on avait affaire à un artiste génial et qui, de surcroît, jouait sur un Stradivarius.

EN U. R. S. S.

L'Agriculture privée bat au rendement la ferme collective

La plus grande partie de la production agricole de l'URSS provient du secteur privé, estime-t-on à la FAO sur la foi de statistiques officielles.

« Le secteur privé intéresse pratiquement toute la population rurale » qui exploite de petites parcelles familiales et celles-ci sont, proportionnellement, d'un rendement supérieur à celui des formes collectives (kolkhozes) et des fermes d'Etat (sovkhoses).

Un article sur « Le secteur privé dans l'agriculture soviétique », paru dans le dernier numéro du « Bulletin mensuel - Economie et Statistiques agricoles » que publie l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, expose les conclusions tirées de renseignements recueillis dans des publications soviétiques. L'article a été préparé par M. A. Sakoff de la Division de l'analyse économique de la FAO. Les données ont trait à l'année 1959 mais, fait-on remarquer, il ne s'est pas produit de changement notable depuis cette époque.

Selon cet article, l'existence du secteur privé en URSS non seulement « représente un compromis entre un individualisme persistant chez le paysan et la doctrine communiste », mais correspond à un besoin économique. Chaque kolkhozien et chaque ouvrier rural ont droit à une parcelle familiale, mais sans en

être légalement les propriétaires, ainsi qu'à un certain nombre de têtes de bétail et à une maison. Certains travailleurs de l'industrie possèdent les mêmes droits. Chaque parcelle ne mesure guère plus d'un quart à un demi hectare et est soumise à l'impôt foncier.

Il y a des parcelles familiales sur tout le territoire de l'URSS. Leur nombre varie en fonction de la densité de la population rurale. Elles sont particulièrement nombreuses en Russie centrale, en Biélorussie, dans les Républiques baltes, en Ukraine occidentale et en Géorgie. Elles fournissent à la population rurale tous les aliments dont elle a besoin — lait, viande et légumes — à l'exception des céréales car elles n'en produisent que très peu.

Les pommes de terre et autres légumes sont les cultures principales du secteur privé. C'est ainsi que le secteur privé occupe la moitié des cultures de pommes de terre et fournit 63,5 pour cent des récoltes. Sa part est de 30,7 pour cent pour les autres légumes et de 45,9 pour cent de leur production. Enfin, le secteur privé dispose de la moitié de la superficie couverte par les plantations fruitières, mais il produit 67 pour cent des fruits, raisin compris.

Le secteur privé obtient généralement des rendements supérieurs à ceux des entreprises

communautaires. Ainsi, on y a constaté en 1959 un rendement de 115,7 quintaux de pommes de terre à l'hectare contre 66 quintaux dans le secteur communautaire; en ce qui concerne les légumes, le secteur privé a obtenu un rendement de 143,8 quintaux à l'hectare contre 80,9 quintaux dans le secteur communautaire. On retrouve une différence analogue en ce qui concerne la production de tournesols: 13,3 contre 7,6 quintaux à l'hectare.

Les importantes quantités d'engrais organiques que le secteur privé obtient de son cheptel, et l'acharnement du paysan à ne rien perdre de sa récolte expliquent dans une large mesure ces différences de rendement.

Le secteur privé joue un rôle encore plus important dans l'élevage. Il possédait en 1959 plus d'un tiers des bovins et la moitié des vaches, 24 pour cent des porcins, 27 pour cent du troupeau ovin, 81 pour cent des chèvres, 90 pour cent des ânes, 30 pour cent des chameaux, 14 pour cent des rennes et 75 pour cent de la volaille. Il semble aussi que le secteur privé alimente mieux son bétail que le secteur communautaire. Ainsi, le poids moyen des porcs vendus par l'Etat est de 70 kg. alors que celui des porcs du secteur privé atteint 123 kg.

La loi fixe toutefois certaines limites au secteur privé. Le paysan n'a droit qu'à un certain

nombre de têtes de bétail. Au-delà de ce nombre, les animaux doivent être vendus aux kolkhozes ou sovkhoses ou abattus.

Ainsi s'explique l'importance du secteur privé dans le ravitaillement en viande de la population (47 pour cent en 1959). Son importance est encore plus grande en ce qui concerne le lait (environ 50 pour cent) et les oeufs (82 pour cent). Elle est plus réduite en ce qui concerne la laine (22 pour cent).

On ne possède aucune donnée sur la production des peaux d'animaux, de cuir, de plumes, de cocons de vers à soie et de cire ainsi que sur les ventes de bétail excédentaire aux kolkhozes et aux sovkhoses.



Les paysans employés dans les entreprises communautaires consacrent le quart du temps de travail à l'entretien de leur lot d'enclos. Certains parents proches, dont c'est la seule occupation, les aident. Selon un recensement effectué en janvier 1959, le nombre de personnes travaillant exclusivement la parcelle familiale atteignait dix millions.

Ce travail privé rapporte beaucoup, signale l'article mais la Constitution de l'URSS stipule qu'il n'est toléré que si l'essentiel des revenus du paysan provient d'une entreprise collective. Le parti communiste a toutefois prévu la disparition graduelle du secteur privé, au fur et à mesure que les entreprises collectives et d'Etat pourrout pourvoir à tous les besoins du pays. Le plan de vingt ans annoncé en 1961 prévoit un accroissement de 350 pour cent de la production agricole. Si cet objectif était atteint, principalement par le secteur collectif, le secteur privé perdrait alors beaucoup de son importance.

Le plan prévoit également une réduction de 40 pour cent de la population agricole active et un transfert dans l'industrie. Mais, pour que ce plan réussisse, il faut que les paysans participent de plus en plus assidument au secteur collectif.

Petits propos sur l'Europe Terre des hommes

Corrompus par la technologie du siècle, nous parlons de la construction de notre Europe, comme s'il s'agissait d'un Office Building ou d'un monument. Gagné par la contagion, je n'ai pas mieux à proposer. Peut-être faudrait-il inventer un terme nouveau pour désigner une oeuvre qui ne doit pas sortir des mains des maçons ou du cerveau des architectes mais qui n'est pas non plus un système politique ou philosophique, une oeuvre d'art, un ouvrage manufacturé... qui n'est rien en somme qui relève dans l'immédiat de la quotidienne activité des hommes.

Pourtant c'est nous qui l'avons faite, cette Europe, et qui devons aujourd'hui lui donner son vrai visage; longue élaboration, plus ou moins consciente et volontaire et qu'il faut maintenant parfaire et recomposer pour lui donner enfin sa véritable physionomie, physique et spirituelle, économique et politique: en un mot la structure qui doit définitivement caractériser sa personnalité jusqu'ici dispersée, fragmentaire dans le temps, l'espace et l'histoire: tantôt sentimentale ou morale et religieuse, ou intellectuelle ou artistique, mais jamais tout à la fois, dans son unicité et sa synthèse.

Honnête et prolétaire construction, savante élaboration politico-économique ou dramatique et sentimentale « composition » — en fait il s'agit de tout cela à la fois — cette mise au point de notre Europe doit avant tout se soucier de sauvegarder les traits essentiels qui l'ont distinguée dès le début de son histoire: raison et clarté, réalisme et sens politique, mais surtout élan spirituel et charité du christianisme.

La science de la matière inerte nous a entraînés loin sur la voie du matérialisme. Des cultures qui ont en partie échappé à l'influence européenne se sont emparées des découvertes que nous avons faites sur le monde inanimé. Oubliant que nous ne savons presque rien de la vie et de l'homme, elles ont tout subordonné à la logique rigide des lois de la matière. Nous voici menacés et déjà presque écrasés par cette civilisation mécanique et technique qu'elles ont créée. Mais d'autres lois que celles de la matière régissent la vie de l'humanité et commandent au coeur des hommes.

Et si d'autres continents, d'autres pays se transforment peu à peu en un gigantesque ensemble de chantiers, de laboratoires et d'usines, que l'Europe demeure avant tout la Terre des hommes.

VILLIERS

bulletin européen

Fondateur CONSTANT DRAGAN Directeur responsable: GIORGIO DEL VECCHIO
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie	Lires 2000	Etranger	Dollars 3,—
ABONNEMENT D'HONNEUR -	5000	ABONNEMENT D'HONNEUR..	10,—
c/c postale Roma N. 1/16299			

Edité par: Europa S.d.r.l. et
Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO B. S. - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

ant collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Sénateur Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKI, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, J. N. MANZATTI, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUSKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.